

## PRESENTATION GENERALE

**Jean-Baptiste Khiétéga & Yénouyaba Georges Madiéga**

L'histoire des pays qui constituent aujourd'hui le Burkina Faso (ancienne Haute-Volta) est écrite essentiellement à partir des sources orales conservées et retransmises à travers les générations par des détenteurs professionnels ou certaines personnes qualifiées. Ces sources orales font l'objet de collecte depuis la période coloniale qui débute ici par la conquête du pays en 1896. Les administrateurs, anthropologues, médecins et missionnaires de cette période ont été ensuite relayés par des chercheurs de plusieurs disciplines, parmi lesquels le historiens de plus en plus nombreux. La quantité de thèses, mémoires de DEA et de maîtrises soutenues, celle d'ouvrages et d'articles publiés presque tous tirant leur substance principale des sources orales, démontre la place imminente qu'occupe cette source parmi les matériaux de l'historien du Burkina Faso.

La documentation écrite existe cependant. Mais elle n'est abondante qu'à partir des explorations et de la colonisation. Elle-même tire sa matière quelquefois des sources orales. Contrairement à certains pays sahéliens les arabo-berbères n'ont pas beaucoup tenu compte des pays du Burkina Faso dans leurs chroniques.

L'archéologie, comme source de l'histoire des pays du Burkina Faso, a éveillé la curiosité dès la période coloniale. Son apport ne devient consistant qu'avec la création de structures et programmes spécifiques de recherches, animés par des professionnels. A tout considérer, l'historiographie du Burkina Faso a d'abord été l'affaire d'expatriés. La contribution des nationaux ne devient sensible qu'à partir de la décennie 1970 avec le développement local de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le contenu de ce site, qui présente dès à présent la documentation disponible et certains acteurs de la recherche historique au Burkina Faso, offre aussi des éléments d'information dressant la fresque historique du pays depuis la préhistoire. En effet la présence de l'homme est attestée au nord du Burkina Faso depuis au moins 400 000 ans. Une lecture scientifique est donnée des cultures matérielles qui se sont développées dans le temps et l'espace, témoignant parfois de mouvement migratoires quelquefois à l'origine des populations actuelles dont les formes d'organisation socio-politique sont décrites, de même qu'est présentée l'histoire contemporaine du Burkina Faso. Ce site s'enrichira progressivement de développements s'articulant autour de l'archéologie et la préhistoire, les populations anciennement établies, les cultures matérielles, les migrations, les formes d'organisation socio-politique, certains aspects culturels et économiques. Dans cette introduction il convient déjà de faire la synthèse des futurs développements sous les traits suivants :

### **I. Quelques données sur l'archéologie et la préhistoire**

La recherche archéologique et préhistorique est d'un développement récent au Burkina Faso. Son émergence est liée à l'ouverture d'un Département d'Histoire et Archéologie à partir de 1975 à l'Université de Ouagadougou et à l'exécution au Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) de même qu'à l'ex-ORSTOM, de

programmes ponctuels en archéologie. Auparavant, ce fut le temps des découvertes fortuites qui caractérise principalement la période coloniale. Cette jeunesse de l'archéologie burkinabè, associée aux insuffisances en infrastructures, en équipements et surtout en personnels, explique que l'inventaire du patrimoine archéologie soit toujours d'actualité. A l'état actuel des connaissances, les sites archéologiques du Burkina Faso se répartissent thématiquement de la façon suivante : les sites à industrie lithique, les abris aménagés sous roche, les gravures et peintures rupestres, les buttes anthropiques et les nécropoles, les enceintes de défense, les vestiges de la paléoméallurgie.

Les sites à industrie lithique se localisent principalement dans le nord et l'ouest du pays. Certains ont pu être datés par les méthode isotopiques. Parmi eux figure le site de RIM dans le Yatenga au nord du territoire. Fouillé par Waï-OGUSU entre 1970 et 1972, trois cultures y ont été identifiées dont la plus ancienne date de 10 000 à 3 000 avant notre ère. Toujours au nord, dans l'Aribinda, autour de la mare d'Oursi et dans l'Oudalan, plusieurs ateliers lithiques ont été reconnus et quelques uns étudiés. Il en est de même à l'ouest et dans le sud-ouest du pays, mais en l'état actuel des connaissances, c'est à proximité de Markoye dans l'Oudalan, que les preuves les plus anciennes de la présence de l'homme au Burkina Faso ont été rassemblées. Il s'agit d'un matériel lithique composé de nucleus, de chopper, de chopping-tool et daté de -400 000 ans. Ces vestiges ne sont toutefois pas accompagnés de restes osseux. Les témoignages des périodes les plus récentes de la préhistoire se répartissent sur presque toute l'étendue du territoire. On les trouve sur des sites de plein air ou dans des abris sous roche dont certains ont été étudiés dans la « falaise » du Gobnangou à l'est, ou dans les reliefs en grès ruiniformes de Sindou à l'ouest. Ces abris sous roche recèlent aussi du mobilier céramique et protègent quelques fois comme à Kawara à l'ouest ou Yobiri dans le Gobnangou, des représentations rupestres.

L'art pariétal est, au demeurant, une composante importante des richesses archéologiques du Burkina Faso. Les gravures, plus nombreuses, forment deux ensembles dont l'un, au nord du pays, se caractérise par la représentation de cavaliers, d'animaux domestiques et sauvages, d'armes et de figures symboliques. Le second, à l'ouest, développe des représentations géométriques ou à caractère floral. Les sites à peintures rupestres sont plus rares et se localisent surtout dans le Gobnangou.

L'archéologie burkinabè, c'est aussi les nombreuses buttes anthropiques jouxtant parfois des nécropoles. Il s'agit de vestiges laissés par des populations plus anciennes ayant migré dans les territoires voisins. Il en est ainsi par exemple pour les Kibsi (Dogon) installés maintenant au Mali. C'est dans l'aire culturelle de ce peuple qu'on rencontre les nécropoles à jarres-cercueils. Des recherches récentes fournissent des données chronologiques et typologiques sur les contenus de ces buttes anthropiques et de ces nécropoles.

Les vestiges les plus impressionnants recensés au Burkina Faso sont sans conteste les édifices réalisés aux fins de protection. On en rencontre dans le Sahel burkinabè et surtout dans le sud-ouest. Tantôt en moellons de latérite, tantôt en briques crues ou en banco, ces constructions, aux dimensions exceptionnelles comme à Loropéni dans la province du Poni, ont été érigées en des périodes d'insécurité dont le souvenir reste vivace dans la mémoire populaire. Les plus anciens datent du XVe-XVIe siècles.

La recherche archéologique au Burkina Faso, s'est tout particulièrement investie sur le thème de la paléoméallurgie. Si très vite a été constatée l'absence d'une production précoloniale de cuivre, il n'en a pas été de même pour l'or et le fer. Malgré les secrets qui

couvrent généralement la localisation des sites aurifères et les informations relatives à la production du métal jaune, plusieurs études ont été réalisées permettant de dater du XIVe-XVe siècles les débuts de l'exploitation artisanale de l'or au Burkina Faso. Les zones anciennement productrices du métal jaune sont les abords du fleuve Mouhoun (ex. Volta-Noire) et ce qu'il est convenu d'appeler le pays lobi-dagara.

Cette production artisanale a alimenté les réseaux du trafic commerciale en direction des métropoles du fleuve Niger mais a été aussi drainée vers le sud par le marché régional de Salaga dans le Ghana actuel. La production artisanale d'or reste d'actualité au Burkina Faso. Par contre tous les fourneaux de réduction de minerai de fer se sont éteints. Les vestiges de l'exploitation du fer de gisement sont cependant très nombreux. On en rencontre surtout dans le nord et l'ouest du pays. Il s'agit de mines dont les puits, galeries et autres excavations à ciel-ouvert sont plus ou moins comblés. Il s'agit aussi de nombreux ateliers de réduction aux surfaces jonchées de fragments de parois de fourneau, de tuyères et de scories de réduction. Plusieurs sites archéométrallurgiques ont été fouillés et datés parmi lesquels Douroula dans la province du Mouhoun (VIIe-Ve siècles avant J.C.), Béna dans le Banwa (IV-IIIe siècle avant J.C.), Rim dans le Yatenga (IIe siècle après J.C.). Beaucoup d'autres sites archéométrallurgiques sont plus récents et leurs âges se concentrent entre le XVe et le XIXe siècles. Les héritiers de cette technologie constituent aujourd'hui des groupes parfois castés ou se recrutent parmi les agriculteurs sans qualification professionnelle expresse. Certains groupes de métallurgistes sont cités parmi les populations les plus anciennement établies.

En effet, au sortir de la préhistoire et de la protohistoire, des groupes apparaissent dont les traditions d'origine évoquent toujours le fer. Il en est ainsi des Kibsi, des Nînsi, des Kurumba, des Sana, de Bwaba, des Bobo, etc. D'autres groupes réputés anciennement établis sur leurs territoires actuels ne font pas référence à la métallurgie pour situer leurs origines. Celles-ci seraient cosmiques ou proviendraient des profondeurs de la terre. Ainsi si l'ancêtre des Gulmacéba est dit être descendu du ciel, celui des Yônyoosé serait sorti du sol. Dans l'attente d'étude plus approfondies, on peut affirmer que parmi les populations actuelles du Burkina Faso, une soixantaine, les plus anciennement établis sont arrivés ou apparaissent avant le XVe siècle. Sont concernés ceux énumérés plus haut. Certains d'entre eux revendiquent l'autochtonie même lorsque la présence de vestiges archéologiques plus anciens démontrent que des populations non identifiées ont occupé précédemment les lieux.

D'ailleurs l'essentiel du peuplement du Burkina Faso s'est fait à partir de migrations qui deviennent nombreuses et importantes à partir du XVe siècle.**II. Grandes lignes de l'histoire politique du Burkina XVe – XXe siècle**

Pour différentes raisons, conflits, maladies, recherche de nouvelles terres, guerres de conquête, etc., des groupes de migrants (agriculteurs et éleveurs) arrivèrent de toutes les directions et contribuèrent au peuplement du Burkina.

Les ancêtres des Nakomsé (groupe dominant dans la société *moaga/mossi*) et ceux des Bemba/Buricimba (groupe dominant dans la société *gulfance/gourmantché*) partirent de la rive gauche du fleuve Niger pour s'installer dans le Nord des états actuels du Bénin, du Ghana et du Togo. De là ils remontèrent pour fonder les royaumes *moose* et *gulfance*, entre le XVe et le XVIIe siècle. D'autres groupes venus également de l'actuel Nord-Ghana, entre le XVIe et le XIXe siècle se fixèrent au Sud et à l'Ouest : Gan, Padoro, Komono ; Gouin, Turka. ; Dyan, Lobi, Birifor, Dagara. Plusieurs groupes arrivèrent aussi du Mali actuel (région de Macina) et de la Côte-d'Ivoire (région de Kong). Les Dyula alliés aux Bobo-Dyula

s'efforcèrent d'imposer leur domination à cette mosaïque de populations (XVIII-XIXe siècles). Les Fulbé (Peul) éleveurs venus du Macina créèrent, entre le XVIIIe et le XIXe siècle, les chefferies de Djibo et de Barabullé (Jelgoobé), les émirats du Liptako (Ferrobé) et du Yagha, les « principautés » de Barani (Sidibé) et de Dokuy (Sangaré) dans la région du Sourou. C'est également au XIXe siècle que les Touareg, descendus du Nord, fondèrent l'Oudalan autour de Gorom-Gorom et que le Marka Mamadou Karantao déclencha une guerre sainte dans la boucle du Mouhoun.

Le métissage entre les « nouveaux venus » (ou « conquérants ») et les « anciens occupants » donna naissance aux populations des pays du Burkina. Celles-ci s'organisèrent en sociétés à pouvoir centralisé (royaumes *moose*, *gulfance* et *gan*, émirats et chefferies *fulbe*, chefferies *kassena*, etc.) et en sociétés sans pouvoir centralisé (la quasi-totalité des sociétés de l'Ouest, du Sud-Ouest, et du Nord-Ouest). Dans le premier type d'organisation socio-politique la hiérarchie était forte et les luttes permanentes pour la conquête du pouvoir politique (compétition pour le *nam* en pays *moaga*). Dans le deuxième type, où on rencontrait aussi bien l'organisation « villageoise » (Bwaba, Bobo, Sana, Sénoufo...) que « lignagère » (Birifor, Dagara, Lobi...), la hiérarchie et le pouvoir politique étaient généralement faibles. Les sociétés étaient structurées partout en « nobles », « hommes libres » et « esclaves » ; les « castes » existaient dans certaines régions (Yatenga).

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, à la veille de la conquête coloniale, les sociétés à pouvoir centralisé connaissaient une relative stabilité favorable au développement du commerce et de l'islam propagé par des groupes *mande* (*yarse* en pays *moaga*), notamment dans les royaumes *moose* où régnait une grande sécurité signalée par les voyageurs européens (Binger, 1888 ; Crozat, 1890 ; Monteil, 1891). Ce sont les querelles de succession et des conflits entre royaumes qui animaient la vie politique : opposition entre les « fils de Naba Saga » et les « fils de Naba Tuguri » au Yatenga, entre les frères Yentugri et Bancandi au Gulma, entre Boari Sori et Buahaari Iisa au Liptako ; guerres de *razzia*... Les Gourounsi (Sissala, Nouna, Kasséna, Ko, Léla) luttèrent contre l'« hégémonie de pillage » d'un groupe de Zaberma venu du Niger actuel (Hamaria contre Babato). Au Sud-Ouest et à l'Ouest plusieurs ethnies tentaient de secouer le joug des Dyula, Marka et Fulbé ; toute la zone était d'ailleurs confrontée aux visées hégémoniques des royaumes voisins (Kong, Kéné Dougou, Samori). Les Européens exploitèrent les situations troublées favorables à leurs visées impérialistes.

Dans la « course au fleuve Niger », les pays du Burkina furent l'objet d'une vive compétition entre les Anglais, installés en Gold-Coast, les Allemands au Togoland et les Français au Soudan, au Dahomey et en Côte-d'Ivoire. Ils furent rapidement conquis par Français (1891-1897) qui n'hésitèrent pas à « diviser pour régner ». A partir de 1911 les pays du Burkina sont tous intégrés à la colonie du Haut-Sénégal et Niger créée en 1904. Les populations des sociétés sans pouvoir centralisé (Marka, Sana, Bwaba, Bobo, Gourounsi, Lobi...), réfractaires à toute domination, offrirent une plus grande résistance à la conquête et à l'implantation coloniale. Ainsi à la bataille de Gassan contre les Français et leurs alliés Fulbé (novembre 1896), les combattants *san* comptèrent 500 morts dans leurs rangs tandis que le Mogho-Naba du royaume de Ouagadougou, le plus puissant des royaumes *moose*, n'opposa qu'une résistance symbolique à la colonne Voulet-Chanoine, d'août 1896 à janvier 1897. En 1915-1916, près de 300 000 personnes (Marka, Bwaba, Bobo, Samo et Gourounsi) se révoltèrent contre les contraintes coloniales, en particulier le recrutement militaire et le travail forcé. La révolte fut cruellement réprimée.

Les pays du Burkina furent intégrés dans la colonie de Haute-Volta créée en 1919 pour des raisons politiques (nécessité de mieux contrôler les zones révoltées) et économiques (volonté de détourner le courant migratoire des travailleurs, jusque là en direction de la Gold-Coast, vers la Côte d'Ivoire). En 1932, la Haute-Volta, aux ressources naturelles limitées – mais riche de ses hommes –, fut divisée entre le Soudan, le Niger et la Côte d'Ivoire. L'administration française avançait des raisons d'économie budgétaire ; en réalité il s'agissait de fournir de la main d'œuvre aux planteurs de la Côte d'Ivoire, au chemin de fer Abidjan-Niger et à l'Office du Niger (projet de culture de riz et de coton au Soudan). Les pressantes revendications des élites traditionnelles (notamment les chefs *moose*) et des élites modernes (« évolués ») aboutirent à la reconstitution du territoire en 1947 ; mais les raisons politiques (lutte contre le RDA suspecté d'alliance avec le Parti communiste) furent sans doute déterminantes. Jusqu'en 1957 l'évolution politique fut caractérisée par la domination de l'Union voltaïque (UV) de Joseph CONOMBO. Celle du Rassemblement démocratique africain (RDA) de Ouezzin COULIBALY lui succéda. L'application de la loi-cadre amena ce dernier à former en mai 1957 le premier Conseil de gouvernement composé de 7 PDU (Parti démocratique unifié) et de 5 MDV (Mouvement démocratique voltaïque). A la mort de Ouezzin COULIBALY en 1958, Maurice YAMEOGO, ministre de l'intérieur, devint président du Conseil de gouvernement et conduisit le pays à l'indépendance le 5 août 1960 ; il fut le président de la première république.

Le Burkina indépendant connut une alternance de régimes constitutionnels (1960-1966, 1970-1974, 1977-1980, 1991 →) et de régimes d'exception (1966-1970, 1974-1977, 1980-1982, 1982-1983, 1983-1987, 1987-1991) et une quasi-permanence au pouvoir des militaires. Maurice YAMEOGO fut renversé en 1966 par un mouvement populaire regroupant syndicats et partis politiques clandestins dont le Mouvement de libération nationale (MLN) du professeur Joseph KI-ZERBO. Au pouvoir débonnaire du président Sangoulé LAMIZANA succédèrent des régimes militaires plus volontaristes et plus autoritaires. Parmi eux le Conseil national de la révolution du Capitaine Thomas SANKARA se distingua par son radicalisme. Le pays prit alors en 1984 le nom de Burkina Faso (« pays des hommes intègres »). Le Front populaire du Capitaine Blaise COMPAORE, sous la pression des démocraties occidentales (conférence de la Baule en 1990), engagea le Burkina dans un renouveau démocratique avec la naissance en 1991 de la quatrième république, la plus longue de l'histoire du pays. Néanmoins les atteintes aux droits de l'homme demeurent nombreuses (assassinat du journaliste Norbert ZONGO en 1998).

L'impact colonial produisit l'effet d'un cataclysme sur les sociétés traditionnelles burkinabé, comme sur celles de l'Afrique en général. Les vecteurs essentiels des profondes transformations qui s'opérèrent progressivement dans tous les domaines au XXe siècle furent l'école, la santé, les religions révélées (Islam et surtout le Christianisme) et l'économie monétaire.

La vocation première de l'école coloniale était la formation des « auxiliaires ». L'instruction acquise à l'école devint le moyen privilégié de promotion sociale et politique. Les autorités traditionnelles, notamment les chefs de canton (créés par l'administration coloniale là où ils n'existaient pas) entrèrent en compétition avec les « évolués » mieux armés pour diriger les nouveaux partis politiques (après 1945) et conduire le pays à l'indépendance. L'amélioration de la santé (introduction de l'hygiène, lutte contre les grandes endémies, etc.) entraîna l'augmentation de la population, de 3 000 000 d'habitants environ en 1919 à 4 000 000 à la fin des années 1950. L'Eglise catholique, implantée dès 1900, comptait en 1960 environ 150

000 baptisés encadrés par un évêque, de nombreux prêtres, religieux et religieuses ; elle s'était investie dans l'enseignement, l'artisanat, la lutte contre le mariage forcé, etc. A la fin des années cinquante, les résultats des tentatives de développement (financées en bonne partie par l'impôt de capitation et le travail forcé) restaient modestes ; cependant l'économie monétaire et le travail salarié avaient commencé à bouleverser sérieusement les conceptions traditionnelles des sociétés : l'argent, nouvelle valeur, prenait une importance croissante. Les travailleurs migrants, de plus en plus nombreux (environ 155 000 par an dans les années 1950) vers la Gold Coast et la Côte d'Ivoire après l'arrivée du chemin de fer Ouagadougou en 1954, ramenaient des villes (lieux d'intégration et de « modernité ») des produits manufacturés (tissus, vélos, radios, etc.). Une nouvelle société était née dans laquelle les Blancs occupaient les postes de décision tandis que les Noirs (de plus en plus acculturés et « assimilés ») jusque là réduits aux tâches d'exécution s'apprêtaient à prendre la relève. Au total la greffe occidentale avait pris.

Depuis l'indépendance les résultats des efforts de développement du pays, entrepris par les différents gouvernements, se révèlent des plus modestes. L'économie du Burkina demeure essentiellement agricole. Les principaux produits d'exportation sont le coton, les produits d'élevage, l'or, les fruits et les légumes, les cuirs et peaux. Le Burkina, toujours considéré comme un réservoir de main d'œuvre, exporte ses hommes vers les pays voisins, surtout la Côte d'Ivoire où vivent plus de 2 000 000 de Burkinabé. Le pays est un carrefour d'échanges dans la sous-région et mise sur l'intégration africaine. Les obstacles à un développement humain durable sont divers et nombreux. Aux contraintes physiques (faiblesses des richesses, désertification, enclavement, etc.) s'ajoutent celles institutionnelles (déficit de bonne gouvernance, pressions des institutions financières internationales, corruption, etc.). Le Burkina reste un des pays les plus pauvres de l'Afrique et du Monde.

Il est cependant devenu un important carrefour culturel avec des manifestations internationales tels que le Festival international du cinéma de Ouagadougou (Fespaco, 1972), la Semaine nationale de la culture (Snc, 1983) et le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (Siao, 1988).